

2020

# COVID-19

## Rapport de Situation #6

2 MAI



NATIONS UNIES  
DJIBOUTI



13 856

Tests effectués



1 112

Cas confirmés



2

Décès

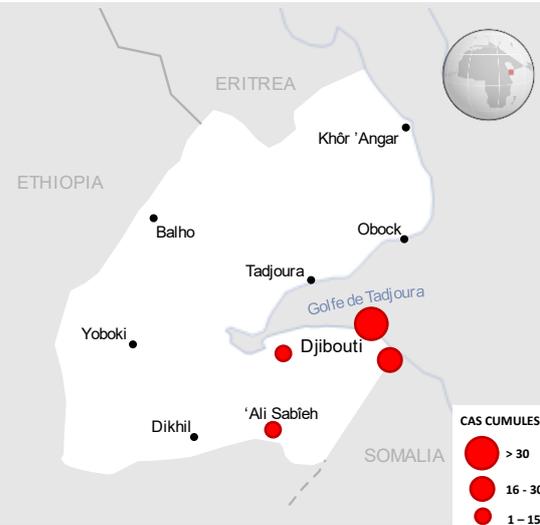


686

Patients guéris

### POINTS ESSENTIELS

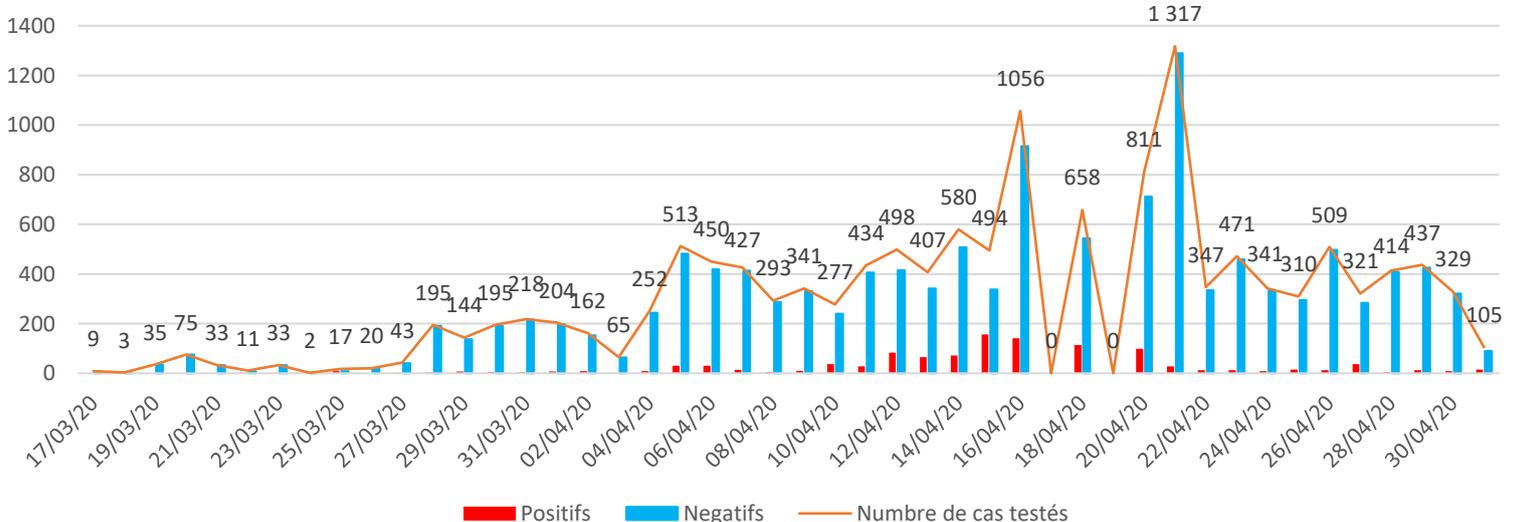
- Le 2 Mai les autorités ont annoncé 1 112 cas de COVID-19 confirmés en laboratoire.
- Plus de 1 % de la population a été testé, en faisant l'un des pourcentages les plus élevés de testés par rapport à la population totale sur le continent.
- Les autorités ont lancé une campagne de dépistage massif au porte-à-porte ciblant 45 000 personnes.
- Le confinement général, sauf pour les services essentiels, a été prolongé jusqu'au 8 Mai.
- L'ONU a lancé le cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate au COVID-19.



### APERCU DE LA SITUATION

- Au 2 Mai 2020, le Ministère de la Santé a confirmé 1 112 cas (22 % de femmes) positifs au COVID-19 à Djibouti, et 2 décès. Des cas ont également été confirmés dans les régions d'Arta, de Dikhil et d'Ali Sabieh. Les trois cas confirmés parmi les réfugiés ont été traités à l'hôpital d'Ali Sabieh et sont retournés dans leurs localités.

Résultats des tests COVID-19 effectués à Djibouti



COVID-19  
RESPONSE

- Ces derniers jours, le pays a enregistré une légère baisse des cas confirmés de COVID-19. Cela est dû en grande partie au protocole de traçage actif mené depuis le début de la pandémie, qui ont permis de tester une grande partie de la population ciblée, et d'isoler et de traiter les cas positifs. En outre, les récentes inondations ont entravé les déplacements des médecins engagés dans la recherche et le traçage de cas.
- Le gouvernement a établi sept sites de quarantaine et d'isolement dans le pays. S.E. le Président a chargé les autorités sanitaires d'établir un site supplémentaire pour l'isolement et la gestion des cas, avec 1 000 conteneurs dans la région d'Arta. Le ministère de la santé a augmenté sa capacité en ressources humaines en mobilisant les étudiants de la faculté de médecine et les médecins généralistes qui suivent des formations intensives afin d'améliorer leurs capacités à traiter les différents aspects de la réponse COVID-19.
- Le 1er Mai, le gouvernement a lancé une campagne de dépistage massif en ciblant 45 000 personnes dans les quartiers populaires afin de mesurer la "contagion communautaire" et cibler en priorité le "personnel clé des secteurs public et privé". Cet exercice vise à fournir au gouvernement djiboutien des éléments pour affiner la stratégie et les mesures à prendre pour faire face à cette crise sanitaire, selon la déclaration de la présidence.
- Le gouvernement a organisé le rapatriement de ressortissants djiboutiens de Somalie, des Emirats Arabes Unis, de la Turquie, d'Ethiopie et du Pakistan. Les rapatriés seront testés à leur arrivée et mis en quarantaine.
- Le 28 avril, le ministre de l'économie et des finances a tenu une visioconférence, avec S.E. Dr Bandar Hajjar, président de la Banque islamique de développement, pour discuter de l'aide d'urgence de 5 millions de dollars US fournie par la BID à Djibouti pour soutenir sa lutte contre COVID-19.
- Dans le cadre de l'appui au secteur privé pour atténuer les effets de la crise du COVID-19, un arrêté a été pris le 30 Mai permettant à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) d'accorder des indemnités compensatoires aux employés en activité partielle. Cette indemnité, financée à hauteur de 30% (du salaire brut) par l'Etat et 40% par l'employeur, sera applicable pendant 3 mois.
- Le ministre des Affaires musulmanes, de la Culture et des Waqfs, a participé à un dialogue virtuel organisé par l'UNESCO sur l'impact de la crise du COVID-19 sur le secteur culturel et les réponses à apporter dans le cadre de leurs politiques respectives. Au cours de cette réunion virtuelle, les ministres participants ont discuté des effets directs de la crise actuelle sur le tourisme, les musées, la production culturelle et les artistes ainsi que des mesures prises pour atténuer l'impact de la crise. Ils ont réaffirmé leur engagement en faveur du dialogue intergouvernemental et de la solidarité internationale afin de renforcer et d'unir leurs efforts.
- Le 27 avril, la secrétaire générale adjointe (DSG) et l'administrateur du PNUD ont lancé le cadre des Nations Unies pour la réponse socio-économique immédiate au COVID-19 ([voir le document ici](#)). Il s'agit d'une feuille de route pour soutenir les pays vers la reprise sociale et économique, qui sera mise en œuvre au cours des 12 à 18 prochains mois, sous la direction des Coordinateurs Résidents des Nations Unies, soutenus par le PNUD en tant que responsable technique ; avec l'appui des équipes des Nations unies travaillant ensemble sur tous les aspects de la réponse. Le Fonds inter-agences des Nations Unies d'affectation spéciale COVID-19, lancé par le Secrétaire général en mars, fait partie intégrante de cet effort. Le Fonds vise à mobiliser 1 milliard de dollars US au cours des neuf premiers mois et 2 milliards de dollars US sur deux ans, pour soutenir les pays à faibles et moyens revenus, y compris les petits États insulaires en développement et les groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants qui sont d'avantage impactés socioéconomiquement par la pandémie. La DSG a également lancé l'initiative "Women Rise for All", un effort mondial de plaidoyer réunissant des femmes leaders pour mobiliser le soutien au cadre de réponse COVID 19 des Nations unies, et pour financer entièrement le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la réponse et le redressement. ([Visitez la page web ici](#))
- Le 1er Mai 2020, le Secrétaire général des Nations Unies a lancé une note politique sur le COVID-19 et les personnes âgées, soulignant que "la réponse au COVID-19 doit respecter les droits et la dignité des personnes âgées". Le rapport souligne qu'en plus des conséquences sanitaires



immédiates, la pandémie expose les personnes âgées à un risque accru de pauvreté, de discrimination et d'isolement et de conséquence sur leur santé mentale. Il est probable qu'elle s'avère particulièrement sévère pour les personnes âgées des pays en développement. Le document souligne le rôle important que jouent les personnes âgées dans la réponse de COVID, en tant que soignants eux-mêmes, en tant que bénévoles, en tant que leaders communautaires, etc. et que la sortie de crise post COVID-19 est une occasion de "reconstruire mieux" et de garantir des sociétés plus inclusives pour les personnes âgées.

## PREPARATION ET REPONSE

**SANTÉ** – L'OMS, le PNUD, l'UNICEF et le HCR continuent de soutenir le ministère de la santé dans la mobilisation des ressources et mettent à jour le plan d'intervention COVID-19, afin de refléter la situation épidémiologique actuelle. Le plan comprendra également une stratégie visant à assurer la continuité des services de santé, par exemple les soins prénataux, le diagnostic et le traitement du VIH, de la tuberculose et du paludisme, le traitement et les soins des enfants mal nourris, etc. L'OMS continue de fournir un soutien technique au ministère de la santé, notamment en matière de modélisation, d'élaboration de scénarios et d'adaptation de la stratégie de réponse, et collabore étroitement avec le ministère et ses partenaires pour parvenir à la réponse la plus adéquate et la plus pratique pour contenir et contrôler la propagation de la maladie.

Le 28 avril, l'OMS a fourni au ministère de la santé des équipements de protection et de test pour la réponse à la pandémie par l'intermédiaire de CAMME, l'entité chargée d'expédier les produits et équipements médicaux aux centres de santé. Les articles donnés comprennent 17 000 masques chirurgicaux, 300 lunettes de protection, 1 000 blouses non stériles, 1 000 masques respiratoires FFP2, 500 kits d'extraction d'ARN viral et 500 tampons de test.

L'OMS a également fait don au HCR de 2 000 masques pour le personnel des partenaires impliqués dans la mise en œuvre de fonctions essentielles sur le terrain, notamment dans les villages de réfugiés. Le HCR a fait don de 1 000 masques au personnel de l'ONARS déployé dans ces lieux pour assurer la protection du personnel des partenaires lors de l'exécution des activités dans les sites.

L'OIM a fait don de matériel d'hygiène et d'affiches de sensibilisation en différentes langues (français, arabe, anglais, amharique, oromo) aux centres médico-hospitaliers des régions de Dikhil, Ali Sabieh, Arta et Tadjourah du 23 au 29 avril. Quelques 218 migrants ont été consultés et traités sur le site de Masagara et Alat Ela à Obock, et huit migrants ont été médicalement traités au MRC (Migration Response Centre).

L'UNICEF continue de travailler pour garantir les produits essentiels (vaccins, produits nutritionnels, médicaments essentiels) afin de maintenir la continuité du programme national de santé maternelle, néonatale et infantile (MNCH) et de nutrition, tout en diffusant les recommandations appropriées sur l'allaitement maternel dans le contexte du COVID-19.

**EAU & ASSAINISSEMENT (WASH)** – Avec le récent pic de cas COVID-19 confirmés à Djibouti, l'UNICEF a travaillé avec la municipalité de Djibouti et des ONG locales (CRD, ADSEG, ADIM, WID) pour mettre en place des stations de lavage de mains dans les lieux publics des zones les plus vulnérables de la ville de Djibouti, et dans les villes de Dikhil, Ali Sabieh, Arta, Tadjourah, Obock. L'UNICEF a contribué à atteindre 3 119 personnes supplémentaires grâce à une campagne de lavage des mains au savon dans les banlieues de Djibouti et met en place des services WASH (infrastructures d'approvisionnement en



eau et d'assainissement) dans les sites de quarantaine dirigés par le gouvernement pour les migrants et les voyageurs terrestres bloqués.

Le 23 avril, l'OIM a fait don d'une station de lavage des mains et de matériel d'hygiène à l'hôpital Al Rahma d'Obock. Le 26 avril, l'agence a distribué du matériel WASH et des articles non alimentaires à 400 migrants dans le site de Masagara (Obock) et a touché 6 569 personnes grâce aux stations de lavage des mains installées à Dikhil.

**SECURITE ALIMENTAIRE** – Le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité (MASS), en collaboration avec le Secrétariat d'État à la Décentralisation, continue de soutenir les ménages vulnérables par la distribution de denrées alimentaires, répondant ainsi à l'un des besoins primaires des personnes touchées par la crise sanitaire et socio-économique engendrée par la pandémie. Depuis le début de la crise, 18 198 ménages ciblés dans différents districts de la commune de Balbala ; 13 959 ménages de la commune de Boulaos de Djibouti ville et plus de 5 500 ménages des régions ont été aidés par des bons et des distributions de nourriture. Le PAM, en collaboration avec le MASS, prévoit une aide alimentaire par le biais de transferts en espèces à 4 500 ménages touchés par la crise COVID et les inondations soudaines d'avril à Djibouti ville. Sur la base de la liste des bénéficiaires du MASS, cette distribution de bons alimentaires d'une valeur de 10 000 FDJ par ménage est prévue pour la première semaine de Mai. En outre, le PAM se prépare à aider également d'autres ménages dans les zones urbaines et rurales sur la base des résultats de l'enquête socio-économique sur l'impact du COVID-19 sur les ménages qui sera réalisée par la Banque mondiale et le PNUD.

Le MASS, en collaboration avec l'ONARS et le HCR, distribue également un bon alimentaire couvrant une consommation de trois mois à 1 000 réfugiés urbains et 200 ménages djiboutiens dans les communautés d'accueil. Le 29 avril, MASS a formé le personnel du HCR et les responsables communautaires aux modalités de distribution des bons alimentaires. Toutes les parties prenantes, y compris le personnel de l'ONARS et du HCR, ont accepté de commencer la distribution le 30 avril. L'UNICEF, en partenariat avec le PAM et MASS, a également fourni un soutien sous forme de bons à 590 ménages vulnérables. L'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes (UNFD) a pour sa part effectué une distribution de nourriture dans les zones urbaines et un total de 56 réfugiés se sont présentés lors de ces distributions.

Suite aux cas positifs de COVID-19 dans le village de réfugiés d'Ali Addeh, le PAM, le HCR, l'ONARS et les partenaires suivent de près la situation afin d'ajuster leurs mécanismes de distribution pour Mai et Juin. Les modalités de distribution seront similaires à celles utilisées lors du dernier exercice, en utilisant des listes de référence au lieu de la biométrie. Les mesures préventives seront également renforcées. En outre, l'aide en espèces augmentera de 1 000 DJF au lieu de 500 DJF, et les rations de céréales seront réduites en conséquence, passant de 300 grammes à 200 grammes. L'arrivée d'un don de l'organisation américaine Food for Peace est prévue pour Juillet. Si la nourriture n'arrive pas à temps, il est probable que les rations de légumineuses soient réduites de 60 grammes à 40 grammes lors de la prochaine distribution. En outre, comme l'ONARS signale que le nombre de ménages à Ali Addeh a augmenté en raison du retour des réfugiés dans les villages lorsque le confinement a été annoncé, l'ONARS et le HCR ont également proposé d'organiser une distribution simultanée de nourriture et de bois pour le feu.

Le PAM prévoit de fournir une aide alimentaire à 1 500 migrants en Mai, qui sera livrée aux au MRC (Migration Response Centre) de Loyada, Obock et au centre prévu à Ali Sabieh une fois opérationnel.



©HCR Djibouti

Depuis le 23 Avril, les bureaux auxiliaires du PAM collectent des données sur le niveau de sécurité alimentaire des ménages à Ali Sabieh, Dikhil, Arta, Obock et Tadjourah, touchés par la crise du Covid-19, afin d'adapter la stratégie d'assistance alimentaire du PAM à leurs besoins à Djibouti.

**LOGISTIQUE** – Le 30 avril, l'ONU a lancé une initiative mondiale pour assurer des vols humanitaires vers les pays en développement vulnérables touchés par le COVID-19. Le 23 Avril, le PAM a envoyé un premier avion chargé de fournitures médicales pour les pays en développement particulièrement vulnérables face à la pandémie du coronavirus, dont Djibouti, dans le but d'augmenter le service à 350 vols par mois à travers neuf aéroports pivots dans le monde. Le Secrétaire Général des Nations Unies a écrit à tous les chefs d'État et de gouvernement pour annoncer l'ouverture de ponts aériens humanitaires à partir du 1er Mai (y compris Addis-Abeba pour Djibouti) et a demandé le soutien des autorités nationales pour faciliter la mise en place de ces capacités aériennes.

**PROTECTION** – Le gouvernement, avec le soutien de l'OIM et de l'UNICEF, est en train d'établir la première quarantaine pour les migrants et les "voyageurs terrestres" bloqués dans la région d'Ali Sabieh, avec une capacité d'accueil de 600 migrants. Deux autres sites sont prévus à Tadjourah et à Obock. Entre le 22 et le 28 Avril, 3 681 migrants et voyageurs ont été sensibilisés aux mesures de prévention contre le COVID-19 aux points de surveillance des flux à Arta, Ali Sabieh, Dikhil et Tadjourah. Entre le 20 et le 22 Avril, les activités de sensibilisation dans la région de Dikhil ont touché 1 030 personnes de la population d'accueil et des migrants.

Le HCR et l'ONARS ont mis en place une plateforme virtuelle de coordination pour les réfugiés et les communautés d'accueil afin de suivre la situation des réfugiés en lien avec la crise du COVID-19. Les inondations du 21 Avril ont causé des dommages aux abris et aux forages dans les villages de réfugiés de Holl-Holl et Ali Addeh. Au total, 169 ménages ont été touchés à Holl-Holl. La Direction Hydraulique Rurale et le NRC travaillent ensemble pour réparer les abris et les forages endommagés. Le partenaire du HCR, ICAN, a effectué une évaluation pour soutenir les enfants abandonnés et séparés, et prévoit de faire une distribution aux familles des enfants vulnérables identifiés la semaine prochaine.

L'UNFD a annoncé la mise en place de services à distance pour les victimes de SGBV, tels que la ligne d'assistance téléphonique gratuite et le numéro vert. Des points focaux sur le terrain font régulièrement rapport sur la situation qui prévaut.

**IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE** – Le 29 Avril, l'OIT a publié la troisième édition de l'Observatoire sur l'impact du COVID-19 sur le monde du travail. Les dernières données révèlent l'effet dévastateur du COVID-19 sur les travailleurs de l'économie informelle et sur des centaines de millions d'entreprises dans le monde. La forte diminution continue du temps de travail dans le monde due à l'épidémie de COVID-19 signifie que 1,6 milliard de travailleurs de l'économie informelle (près de la moitié de la main-d'œuvre mondiale) courent le danger immédiat de voir leurs moyens de subsistance détruits. ([Voir cette édition ici](#)).

**EDUCATION** – Le ministère des communications, par l'intermédiaire de Djibouti Telecom, a offert aux enseignants une connexion Internet gratuite et des crédits de communication téléphonique pour faciliter leur travail et l'apprentissage à distance.

Le soutien de l'UNICEF au ministère de l'éducation a permis de mettre en place un vaste programme national d'apprentissage en ligne afin de maintenir la continuité de l'éducation pour les plus vulnérables et pour la population n'ayant pas accès aux ressources ou aux médias numériques. Des fonds supplémentaires mobilisés par le biais du Partenariat mondial de l'éducation sont disponibles pour soutenir cette initiative très importante.

Le 30 Avril, l'UNESCO, l'UNICEF, le PAM et la Banque mondiale ont publié de nouvelles lignes directrices sur la réouverture des écoles en toute sécurité dans un contexte de fermetures en cours qui touchent près de 1,3 milliard d'élèves dans le monde. Ces lignes directrices offrent des conseils pratiques aux autorités nationales et locales pour assurer la sécurité des enfants lors de leur retour à l'école. ([Consulter les lignes directrices ici](#)).



**COMMUNICATIONS & SENSIBILISATION** - Toutes les agences des Nations Unies à Djibouti ayant une présence en ligne continuent de soutenir l'action gouvernementale visant à intensifier le suivi et l'atténuation de la désinformation par le biais des médias de masse et des messages des médias sociaux (Facebook, twitter, Instagram).

Le 25 avril, le PNUD et l'UNICEF ont organisé une conférence en ligne avec le CLE (Centre de leadership et de l'Entrepreneuriat) pour promouvoir, à travers un dialogue en direct, des solutions innovantes et technologiques dans la lutte contre le COVID-19. ([Voir l'événement ici](#))



Pour plus d'information, merci de contacter :  
Idyl MOUSSA IYE | Bureau de Coordination des Nations Unies | [idyle.mousse@un.org](mailto:idyle.mousse@un.org)

